

Informations Rapides



30 septembre 2010 - n° 238 **CONJONCTURE**

Principaux indicateurs

■ Dette trimestrielle de Maastricht des administrations publiques – 2^e trimestre 2010

La dette publique s'établit à 1 591,5 milliards d'euros

Avertissement : la dette trimestrielle étant fondée sur une source d'information directe moins complète que les comptes annuels, son profil demeure révisable pendant plusieurs trimestres.
La seule observation de l'évolution de la dette en cours d'année ne permet pas de présager celle du déficit public. Pour passer de la dette au déficit, il faut tenir compte de la variation des actifs financiers et de celle des autres comptes financiers à payer et à recevoir.

La dette publique progresse de 56,0 milliards d'euros entre 1^e et le 2^e trimestre 2010...

À la fin du deuxième trimestre 2010, la dette publique de Maastricht, qui est une dette brute, s'établit à 1 591,5 Md€, en hausse de 56,0 Md€ par rapport au trimestre précédent. Exprimée en pourcentage du PIB, elle se situe *approximativement* à 82,9 %, en hausse de 2,5 points par rapport au trimestre précédent. La progression de la dette publique nette est moindre (hausse de 29,7 Md€, soit +1,2 point de PIB).

...sous l'effet d'une hausse de l'endettement de l'État et de la dette sociale...

La contribution de l'État à la dette progresse de 43,6 Md€ au premier trimestre ; il s'agit pour l'essentiel de sa dette négociable de long terme (OAT et BTAN), qui augmente de +42,8 Md€.

La contribution des administrations de sécurité sociale progresse de 7,9 Md€. Le régime général s'endette de +6,4 Md€, mais une partie des titres émis (2,7 Md€) n'entre pas dans la dette de Maastricht, car acquise par le régime social des indépendants (RSI)*. L'endettement de l'Unedic et celui des régimes agricoles augmentent respectivement de +1,7 Md€ et de 1,8 Md€.

Enfin, la hausse de la contribution des organismes divers d'administration centrale à la dette (+7,0 Md€) s'explique pour l'essentiel par la progression de l'endettement de la Cades (+6,6 Md€) ; cette progression a pour contrepartie une augmentation de ses actifs.

...alors que la dette des administrations publiques locales diminue

Les administrations publiques locales se désendettent (-2,6 Md€), à un rythme comparable à celui observé lors des deuxièmes trimestres des années précédentes.

* L'endettement d'un organisme public auprès d'un autre organisme public n'est pas comptabilisé dans sa contribution à la dette maastrichtienne : c'est donc ici le cas des titres émis par le régime général et détenus par le RSI.

Dette au sens de Maastricht des administrations publiques en point de PIB (*)



La dette de Maastricht des APU en fin de trimestre et sa répartition par sous-secteur et par instrument

(en Mds€)

	2009T2	2009T3	2009T4	2010T1	2010T2
Ensemble des adm. publiques	1428,6	1457,3	1489,0	1535,5	1591,5
en point de PIB (*)	74,2%	76,2%	78,1%	80,4%	82,9%
dont, par sous-secteur, consolidée (*) :					
État	1134,6	1158,0	1162,6	1206,0	1249,6
Organismes divers d'adm. Centrale	109,2	108,2	115,3	112,6	119,6
Administrations publiques locales	142,3	142,8	156,8	154,0	151,4
Administrations de sécurité sociale	42,4	48,3	54,3	63,0	70,9
dont, par instrument :					
Dépôts	19,0	19,7	20,3	19,3	19,0
Titres négociables	1223,5	1248,0	1261,5	1301,3	1350,1
<i>court terme</i>	227,0	264,7	261,1	258,9	259,7
<i>long terme</i>	996,5	983,3	1000,5	1042,4	1090,4
Crédits	186,0	189,6	207,1	215,0	222,4
<i>court terme</i>	23,6	26,2	24,2	39,2	47,5
<i>long terme</i>	162,4	163,5	182,9	175,7	174,9

Source : Comptes nationaux base 2000 - Insee, DGFIP, Banque de France

(*) voir précisions dans l'encadré « Pour en savoir plus »

La dette publique nette en moindre hausse que la dette de Maastricht

Au deuxième trimestre 2010, la dette nette des administrations publiques s'élève à 1 419,1 Md€ (soit *approximativement* 73,9 % du PIB), en progression de 29,7 Md€ par rapport au trimestre précédent. Cette hausse est moins importante que celle de la dette brute en raison de la progression de la trésorerie de l'État (+14,7 Md€) et des prêts consentis à la Grèce (3,4 Md€). De plus, les organismes divers d'administration centrale augmentent leurs dépôts bancaires (+10,1 Md€) alors que dans le même temps leurs détentions d'actifs financiers diminuent : le FRR vend des titres de créances négociables (-2,8 Md€).

La valeur des actions cotées et des titres d'OPCVM en forte baisse

Au deuxième trimestre 2010, la valeur des actions cotées et des titres d'OPCVM détenus par les administrations publiques s'élève à 191,1 Md€, en diminution de 22,8 Md€ par rapport au trimestre précédent. Cette forte diminution est liée à la dégradation des marchés boursiers sur le trimestre.

La dette nette des APU en fin de trimestre et sa répartition par sous-secteur

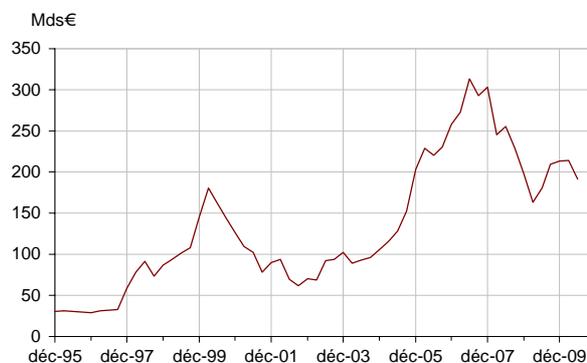
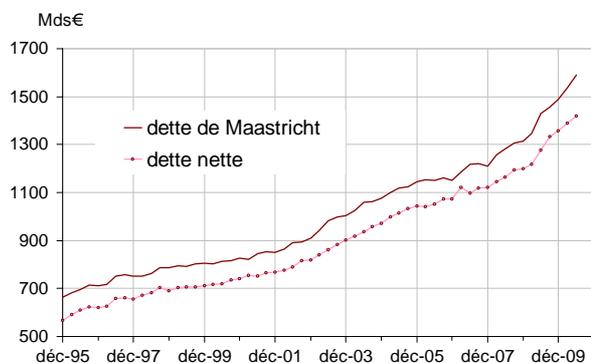
(en Mds€)

	2009T2	2009T3	2009T4	2010T1	2010T2
Ensemble des adm. publiques	1277,9	1333,9	1356,9	1389,4	1419,1
dont :					
État	1063,5	1115,6	1101,4	1132,1	1157,6
Org. divers d'adm. centrale	70,1	68,5	81,6	78,4	77,9
Adm. publiques locales	129,6	130,0	144,3	141,6	138,8
Adm. de sécurité sociale	14,7	19,8	29,5	37,3	44,7

Les actions cotées et les OPCVM détenues par les administrations publiques

(en Mds€)

	2009T2	2009T3	2009T4	2010T1	2010T2
Ensemble des adm. publiques	180,1	209,7	213,5	213,9	191,1
dont :					
État	90,8	100,2	101,4	99,4	80,5
Org. divers d'adm. centrale	22,3	38,3	39,3	40,7	40,9
Adm. publiques locales	0,4	0,5	0,7	0,7	0,7
Adm. de sécurité sociale	66,6	70,8	72,1	73,0	69,0



Pour en savoir plus :

Si au quatrième trimestre, le PIB utilisé pour exprimer la dette en point de PIB est le PIB annuel en données brutes, en revanche cette mesure n'a pas de strict équivalent en cours d'année ; elle est approximée par le cumul du PIB trimestriel en données corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrables (CVS-CJO) sur les quatre derniers trimestres connus.

Les données par sous-secteur institutionnel des administrations publiques qui figurent dans ce numéro d'*Informations Rapides* sont consolidées : sont exclus les passifs détenus par le même sous-secteur ainsi que ceux détenus par les autres sous-secteurs des administrations.

- Des données complémentaires (séries longues, pages internet associées...) sont disponibles sur la page HTML de cet indicateur : <http://www.insee.fr/fr/themes/info-rapide.asp?id=40&date=20090630>
- La note méthodologique sur la dette trimestrielle de Maastricht des administrations publiques est disponible sur : http://www.insee.fr/fr/indicateurs/ind40/method_idconj_40.pdf
- Contact presse : bureau-de-presse@insee.fr

Prochaine publication : le 28 12 2010 à 8h45